

L'ÉVOLUTION DE LA PLACE DE LA CARTOGRAPHIE DANS LE JOURNAL *LE MONDE*

par Delphine Papin

*Journaliste et cartographe – responsable adjointe du service infographique
du quotidien Le Monde
delphinepapin@yahoo.fr*

Évolution de la cartographie dans un quotidien français : l'exemple du journal *Le Monde*

Cette intervention a repris un article publié dans la revue *Hérodote* aux éditions La Découverte sur «l'évolution de la place de la cartographie dans le journal Le Monde» dans le numéro 146 intitulé «La géopolitique, des géopolitiques».

Elle vise à montrer la place grandissante de la cartographie dans les pages de ce quotidien. Une évolution qui est la combinaison de plusieurs facteurs : d'une part un contexte général favorable aux visuels et à l'attrait particulier des Français pour les cartes, et d'autre part une volonté politique de la direction de rencontres humaines favorables à ce type d'expression au sein du journal. Les cartes sont aujourd'hui de plus en plus fournies, précises et accompagnées d'une légende importante.

Elles n'ont plus seulement pour but de montrer un phénomène mais elles peuvent aussi démontrer un raisonnement. L'apprentissage du raisonnement géopolitique au sein de l'Institut français de géopolitique couplé à l'efficacité journalistique et à la multiplicité des compétences au sein de la rédaction du *Monde* permettent la création d'un nouveau type de cartes : des cartes qui racontent une histoire géographique.

L'Iran menace Ormuz pour éviter des sanctions

Téhéran assure qu'il bloquera le détroit si les pays occidentaux s'attaquent à ses exportations de pétrole

C'est un goulet stratégique par lequel transite près d'un cinquième de la consommation mondiale de pétrole. Le détroit d'Ormuz constitue l'extrémité sud d'une ligne de front invisible qui sépare les deux rives du Golfe, l'arabe et l'iranienne. Il constitue à ce titre un excellent instrument de mesure de l'intensité de la guerre froide qui oppose Téhéran à un bloc arabe soutenu par l'Occident, inquiet des ambitions régionales d'un pays qui a toujours voulu faire par ailleurs de ce Golfe une mer intérieure iranienne, bien avant l'instauration de la République islamique, en 1979.

En a témoigné lundi 2 janvier le test de trois missiles iraniens, au

dernier jour de manœuvres navales autour du détroit d'Ormuz. La portée des missiles Nasr, Nour et Ghader utilisés lundi va de 35 à 200 km. Ils sont « transportables, précis et d'une capacité de destruction très élevée », a précisé l'amiral Habibollah Sayyari, le commandant de la marine iranienne.

Le 28 décembre 2011, alors que les manœuvres militaires iraniennes venaient de débiter, ce haut responsable iranien avait assuré que « fermer le détroit est très facile pour les forces armées iraniennes ». « C'est comme boire un verre d'eau, comme on dit en persan », avait-il ajouté, avant de préciser : « Aujourd'hui, nous n'avons pas besoin de [fermer] le détroit car nous contrô-

lons la mer d'Oman et nous pouvons contrôler le transit. »

Alors que les États-Unis, puissance militaire majeure du Golfe dont la V^e Flotte mouille à Bahrein, vien-

Les pipelines, sur la péninsule Arabique, sont des alternatives terrestres à Ormuz

nent de conclure un contrat militaire important avec l'Arabie saoudite portant sur la vente de S4F-15, les menaces voilées de l'amiral Sayyari s'inscrivent dans un contexte de nouvelles tensions entre l'Iran et les pays occidentaux

à propos du programme nucléaire controversé que développe la République islamique.

Le 6 janvier 2008, le dernier incident sérieux répertorié entre Iraniens et Américains – lorsque cinq vedettes rapides s'étaient portées à la hauteur d'un convoi de trois navires de guerre américains – était intervenu alors que l'hypothèse d'une attaque préventive contre le programme nucléaire iranien était régulièrement évoquée.

Le 27 décembre 2011, le vice-président iranien, Mohammad Reza Rahimi, a affirmé qu'« aucune goutte de pétrole ne transitera par le détroit d'Ormuz » si les pays occidentaux adoptaient des sanctions contre les exportations pétrolières

de l'Iran, ce qui ferait flamber les cours de l'or noir.

Le 16 février 2005, intervenant devant une commission du Sénat des États-Unis, un haut responsable américain, le vice-amiral Lowell Jacoby, avait assuré que la République islamique avait la capacité de « fermer brièvement le détroit d'Ormuz » ou de perturber « périodiquement » le trafic des supertankers.

En avril 1988, pendant la guerre opposant l'Irak à l'Iran (au cours de laquelle un missile américain avait abattu par méprise un Airbus iranien avec à son bord 290 passagers), un navire américain avait été endommagé par une mine iranienne. C'est à la même époque que le Koweït avait deman-

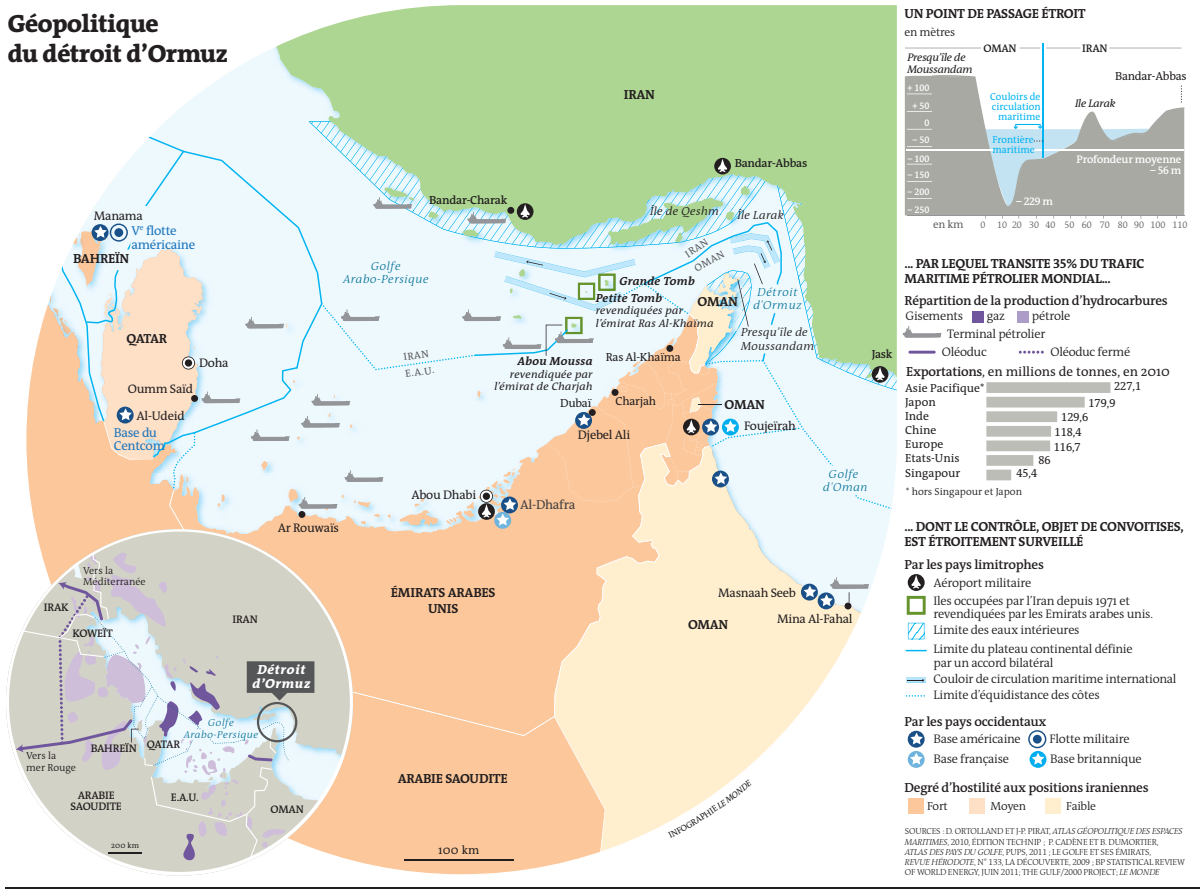
dé des escortes pour les pétroliers.

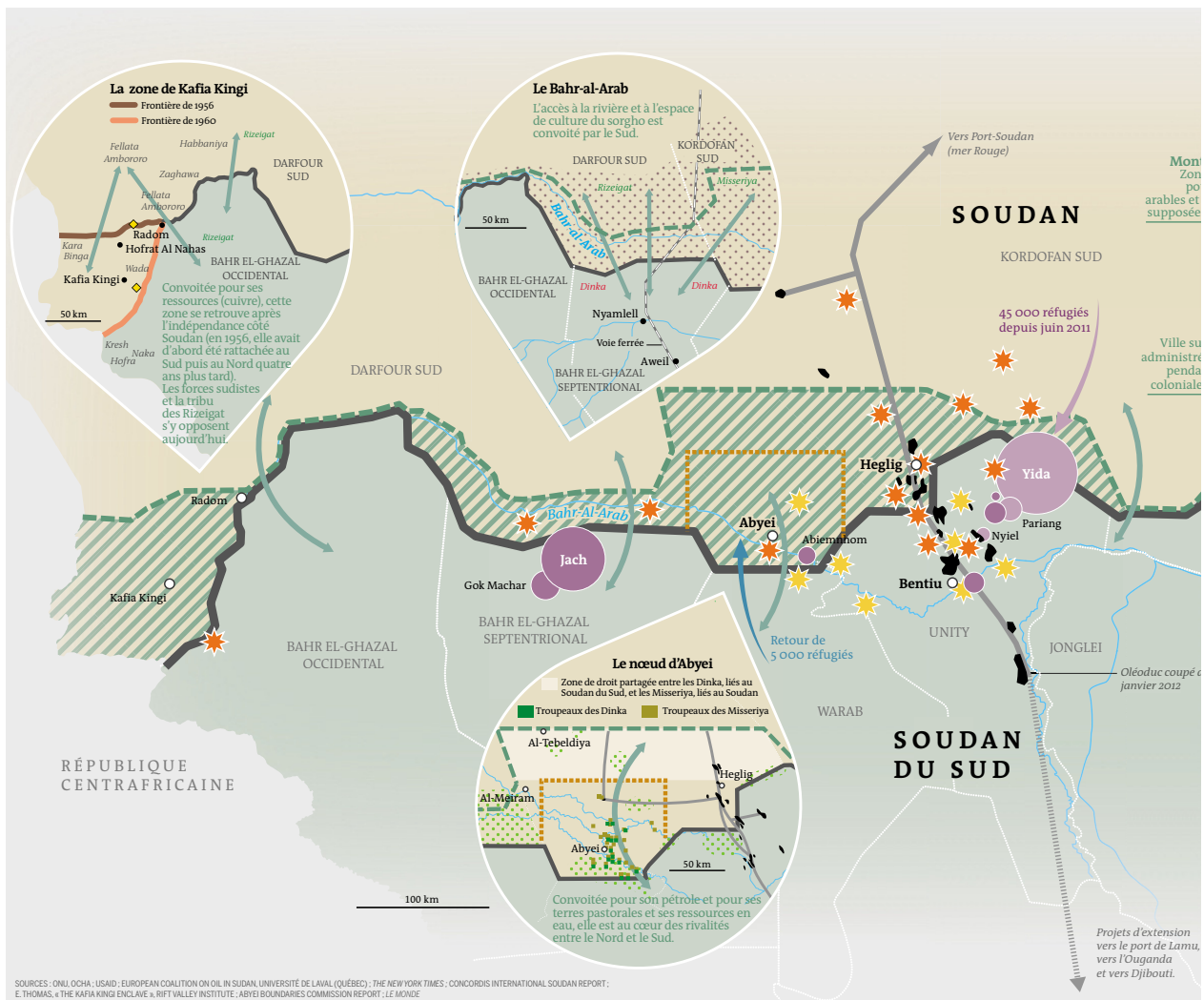
Il existe des alternatives terrestres à Ormuz, via le pipeline qui court, en Arabie saoudite, de la province orientale pétrolière à la mer Rouge, ou celui qui relie, aux Émirats arabes unis, Abou Dhabi à l'émirat de Foujeïrah, sur la mer d'Oman. Mais ces alternatives ne concernent pas la production pétrolière ou gazière (liquéfiée) du Koweït et du Qatar.

L'arme du détroit est enfin à double tranchant. Elle toucherait aussi la production iranienne, dont Téhéran a cruellement besoin, et pénaliserait surtout les pays asiatiques, à commencer par la Chine, que l'Iran ne cesse de courtiser. ■

GILLES PARIS

Géopolitique du détroit d'Ormuz





Soudans : la frontière de tous

Un an après l'indépendance du Sud, les 1 800 kilomètres de frontière avec le Nord sont plus que jamais sous haute tension

C'était l'une des mauvaises fêtes présentes à la fête de l'indépendance du Soudan du Sud. Le 9 juillet 2011, le pays devenait indépendant en se séparant du Soudan, avec une frontière que personne n'était parvenu à délimiter, et encore moins à tracer, menaçant d'installer une source de conflits entre deux nouveaux voisins ayant déjà des difficultés à coexister.

Dans cette vaste zone de contact se trouvent des ressources naturelles, à commencer par la majeure partie des champs pétrolifères exploités jusqu'ici (et dont la production a été interrompue en janvier dans l'escalade des tensions), mais aussi des zones minières, de l'eau, des pâturages essentiels à l'économie de la région, ou des terres convoitées pour des projets de fermes industrielles.

Aucun de ces facteurs ne serait toxique pour le futur des Soudans si le tracé de la frontière entre les deux pays faisait l'objet d'un accord. Or la base de cette frontière, constituée par la ligne séparant le nord et le sud du Soudan depuis l'indépendance, en 1956, fait l'objet de disputes. Et le long de ses 1 800 kilomètres, les zones contestées sont en voie de multiplication.

Prenons Heglig. Lors de l'indépendance, cette zone pétrolière semblait revenir naturellement au Soudan. Après des revendications de Juba, la capitale du Sud, affirmant que Heglig s'appelait en réalité Pan-

thou, était sudiste et n'aurait été rattachée au Nord que dans les années 1970 après la découverte de pétrole, des combats y ont eu lieu en avril, menaçant d'entraîner un conflit ouvert entre les Soudans. Pourtant, Heglig ne faisait pas partie initialement des zones « contestées », fixées par l'accord de paix de 2005.

Abyei, le Nil Bleu et une partie du Kordofan Sud (les monts Noubas, bastions pro-guérilla sudiste pendant la guerre civile, quoique implantés géographiquement au nord, devaient être consultés pour décider de leur destin géographique, et être rattachés au Nord ou au Sud. Aucune de ces consultations n'a pu avoir lieu. Et les points de litige se sont multipliés le long de la ligne de 1956.

Pièce rapportée

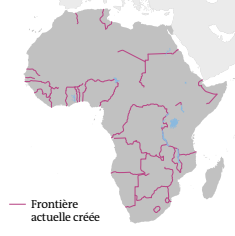
Étrange frontière intérieure, à cette époque. Pourquoi fallait-il qu'un pays alors unifié soit doté d'une telle séparation ? La réponse est dans l'histoire particulière du Soudan. Au fil du temps, le pays a vu ses frontières varier. Pendant la période de la « Turkiyya » (conquête turco-égyptienne à partir du début du XIX^e siècle), cet espace incluait aussi l'Égypte. Le Soudan dans sa forme actuelle se mettra en place pendant le « condominium anglo-égyptien », invention administrative destinée à donner l'illusion d'un contrôle conjoint de l'Égypte et de la Grande-Bretagne à partir de 1899. Il s'agit en réalité d'une colonie refusant de

dire son nom, établie à moindres coûts par la Grande-Bretagne pour contrôler les eaux du Nil.

Dans ce vaste ensemble, le Nord et le Sud, déjà, font l'objet d'un traitement différent. Le Nord, où est développée la zone irriguée alors la plus étendue de la planète, Gezira, remplit les caisses de l'empire et les filatures anglaises de son coton. Il sera dirigé par un corps spécial, constitué d'hommes sortis des meilleures universités, généralement arabophones. Le Sud, considéré comme une pièce rapportée de l'empire, sera vaguement administré de loin.

Les nouvelles frontières en Afrique

Frontières actuelles tracées... avant 1900



La puissance coloniale y redoute l'influence de l'islam. Dans les années 1920, elle interdit la plupart des districts du Sud aux ressortissants du Nord, largement ouvert en revanche aux missionnaires chrétiens. Dans le regard colonial, le Sud est habité par des peuples « sauvages » qu'il faut préserver des influences extérieures. Voici la frontière Nord-Sud établie, créant un « zoo anthropologique » au Sud. Cette délimitation sera conservée à l'indépendance, le 1^{er} janvier 1956.

Cette ligne raciste n'était pas si claire. A présent, dans chaque capitale, on four-

... de 1900 à 1960

